CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION

Annuaire des Traducteurs Assermentés de France

Dernière mise à jour : [DATE]

---

1. OBJET ET ACCEPTATION

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (ci-après "CGU") régissent l'accès et l'utilisation du site [www.annuaire-traducteur-assermente.fr] (ci-après "le Site"), annuaire en ligne des traducteurs assermentés et experts judiciaires en France.

ÉDITEUR DU SITE :

TTI EUROPE SA
Société Anonyme de droit luxembourgeois
Siège social : 13 avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg
Numéro d'enregistrement : [B157929]
[LU24498153]
Email : [info@tti-network.com]
Téléphone : [00 352 661 419 419]

SOURCE DES DONNÉES :

Les données relatives aux traducteurs assermentés et experts judiciaires proviennent du **Ministère de la Justice français** et sont réutilisées conformément à la législation sur l'Open Data et la réutilisation des informations publiques.

En accédant au Site, l'utilisateur reconnaît avoir pris connaissance des présentes CGU et s'engage à les respecter sans réserve.

L'utilisation du Site est **strictement réservée à la consultation en ligne des données** mises à disposition.

---

2. DÉFINITIONS

- **Site** : Désigne l'annuaire des traducteurs assermentés de France accessible à l'adresse [www.annuaire-traducteur-assermente.fr].
- **Éditeur** : TTI EUROPE SA, société anonyme de droit luxembourgeois.
- **Utilisateur** : Toute personne physique ou morale accédant au Site.
- **Données** : Ensemble des informations relatives aux traducteurs assermentés (noms, coordonnées, langues, spécialités, etc.) publiées sur le Site et provenant du Ministère de la Justice.

- **Scraping** : Extraction automatisée de données via des robots, scripts, ou tout autre moyen technique.
- **IA** : Intelligence artificielle, incluant tout système automatisé d'extraction, d'analyse ou de traitement des données.
- **Ministère de la Justice** : Administration française propriétaire des données sources sur les traducteurs assermentés et experts judiciaires.

---

3. SOURCE ET ATTRIBUTION DES DONNÉES

3.1 Provenance des données

Les Données relatives aux traducteurs assermentés et experts judiciaires publiées sur le Site sont des **données publiques** provenant du **Ministère de la Justice de la République Française**.

Attribution obligatoire : Source : Ministère de la Justice

3.2 Cadre légal de réutilisation (Droit français)

La réutilisation de ces données publiques par TTI EUROPE SA s'effectue dans le cadre de **la législation française** sur la réutilisation des informations publiques :

Textes applicables :

- **Loi n°78-753 du 17 juillet 1978** portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public (dite "loi CADA") - **LOI FRANÇAISE**
- **Loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016** pour une République numérique - **LOI FRANÇAISE**
- **Licence Ouverte / Open Licence** (Etalab - version 2.0) - Licence du gouvernement français
- Articles L. 321-1 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration (CRPA) - **DROIT FRANÇAIS**

Ces lois françaises encadrent strictement la réutilisation des informations publiques issues des administrations françaises, dont le Ministère de la Justice.

3.3 Propriété des données

Le Ministère de la Justice de la République Française demeure l'unique propriétaire des données sources.

TTI EUROPE SA est un **réutilisateur** de ces données publiques françaises et n'en revendique aucune propriété. L'éditeur du Site a uniquement créé une interface de consultation et de recherche facilitant l'accès à ces informations publiques françaises.

3.4 Conditions de réutilisation par les utilisateurs (selon le droit français)

Conformément à la législation française (loi CADA et Licence Ouverte), toute réutilisation des données par un Utilisateur doit respecter :

- L'obligation de **mentionner la source** : "Source : Ministère de la Justice - République Française"
- L'obligation de mentionner la **date de dernière mise à jour** des données
- L'interdiction d'**altérer les données** ou de les présenter de manière trompeuse
- Le respect des **droits des tiers** (données personnelles notamment)
- Le respect de la **législation française** applicable

IMPORTANT : Même si les données sont publiques selon le droit français, leur extraction massive, automatisée ou leur réutilisation commerciale via le Site sont **interdites sans autorisation écrite préalable** de TTI EUROPE SA. Les Utilisateurs souhaitant réutiliser ces données doivent se référer directement aux sources officielles du Ministère de la Justice français.

---

4. UTILISATION AUTORISÉE DES DONNÉES

4.1 Consultation uniquement

Les Données publiées sur le Site sont **exclusivement destinées à la consultation en ligne** à des fins d'information personnelle.

L'Utilisateur est autorisé à :

- ✅ Consulter les informations des traducteurs assermentés
- ✅ Rechercher un traducteur selon des critères (langue, localisation, spécialité)
- ✅ Contacter directement un traducteur via les coordonnées affichées
- ✅ Imprimer ou copier manuellement les coordonnées d'un traducteur spécifique pour usage personnel

4.2 Finalité légitime

L'accès aux Données doit être motivé par une finalité légitime : recherche d'un prestataire de traduction assermentée pour un besoin personnel ou professionnel.

---

5. UTILISATIONS STRICTEMENT INTERDITES

5.1 Interdiction de téléchargement massif

Il est **formellement interdit** de :

- ❌ Télécharger l'intégralité ou une partie substantielle de la base de données
- ❌ Exporter les Données sous quelque format que ce soit (CSV, Excel, JSON, XML, etc.)
- ❌ Constituer une base de données dérivée à partir des Données du Site
- ❌ Utiliser des outils de téléchargement automatique

5.2 Interdiction de scraping et d'extraction automatisée

Il est **strictement interdit** de :

- ❌ Utiliser des robots, bots, scrapers, spiders ou tout autre outil d'extraction automatisée
- ❌ Créer des scripts, programmes ou algorithmes pour extraire les Données
- ❌ Contourner les mesures techniques de protection mises en place
- ❌ Effectuer des requêtes répétées et excessives pour récupérer les Données
- ❌ Utiliser des outils de navigation automatisée (Selenium, Puppeteer, etc.)

5.3 Interdiction d'utilisation d'Intelligence Artificielle

Il est **formellement interdit** de :

- ❌ Utiliser des systèmes d'IA (GPT, Claude, etc.) pour extraire, analyser ou traiter les Données
- ❌ Entraîner des modèles d'apprentissage automatique sur les Données du Site
- ❌ Utiliser des assistants IA pour automatiser la collecte d'informations
- ❌ Employer des technologies de reconnaissance optique (OCR) pour extraire les Données
- ❌ Utiliser tout système automatisé d'indexation non autorisé

5.4 Interdiction d'exploitation commerciale et de copie du Site

Il est **strictement interdit** de :

- ❌ Réutiliser les Données à des fins commerciales sans autorisation écrite préalable
- ❌ Revendre, louer ou céder les Données à des tiers

- ❌ Créer un service concurrent à partir des Données du Site
- ❌ Utiliser les Données pour du démarchage commercial, prospection ou spam
- ❌ Intégrer les Données dans un autre annuaire ou service
- ❌ Copier, reproduire ou imiter l'architecture du Site
- ❌ Reverse-engineering, décompilation ou analyse du code source
- ❌ Copier ou reproduire les méthodes de référencement (SEO) du Site
- ❌ Créer un site similaire basé sur la structure ou le design du Site

---

6. MESURES TECHNIQUES DE PROTECTION

Le Site met en œuvre des mesures techniques pour prévenir l'extraction non autorisée des Données, incluant notamment :

- Limitation du nombre de requêtes par utilisateur
- Détection et blocage des comportements automatisés
- Protection contre le scraping et les bots
- Captchas et vérifications anti-robots
- Surveillance des accès anormaux

Toute tentative de contournement de ces mesures constitue une violation grave des présentes CGU et est susceptible de poursuites.

---

7. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DONNÉES

7.1 Propriété du Site et de son architecture

Le Site, son architecture, son code source et ses méthodes de référencement sont la propriété exclusive de :

TTI EUROPE SA
Siège social : 13 avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg
Numéro d'enregistrement : [B157929]
(ci-après "TTI EUROPE")

Sont notamment protégés et demeurent la propriété exclusive de TTI EUROPE :

- L'architecture technique et fonctionnelle du Site

- Le code source, les algorithmes et les développements informatiques
- Le design, l'interface utilisateur et l'expérience utilisateur (UX/UI)
- Les méthodes et techniques de référencement naturel (SEO)
- Les bases de données structurées et leur organisation
- Les systèmes de recherche et de filtrage
- Les technologies et solutions techniques mises en œuvre
- Les savoir-faire et méthodologies développés

Toute reproduction, représentation, modification, adaptation ou exploitation, même partielle, du Site, de son architecture ou de son code source, sans autorisation écrite préalable de TTI EUROPE, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

7.2 Propriété des Données sur les traducteurs assermentés

Les Données relatives aux traducteurs assermentés et experts judiciaires sont la propriété du Ministère de la Justice français, qui en demeure l'unique propriétaire.

Ces Données sont mises à disposition dans le cadre de :

- La loi n°78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public (loi CADA)
- La loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique
- Le décret d'application relatif à la réutilisation des informations publiques

Cadre légal de la réutilisation :

Le Site réutilise les données publiques du Ministère de la Justice conformément aux principes de l'Open Data et dans le respect des conditions suivantes :

- Respect de l'intégrité des données sources
- Mention de la paternité : "Source : Ministère de la Justice"
- Actualisation régulière des données
- Interdiction de toute altération des données d'origine
- Utilisation conforme à l'intérêt général

Toute réutilisation des Données par l'Utilisateur doit respecter les dispositions légales applicables aux données publiques et ne peut se faire qu'avec l'autorisation du Ministère de la Justice.

7.3 Droits sur la base de données compilée

La structure, l'organisation, la compilation et la présentation de la base de données du Site sont protégées par :

- Le droit sui generis du producteur de base de données (articles L. 341-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle)
- Le droit d'auteur sur la compilation et l'organisation des données
- Les droits de propriété intellectuelle applicables

TTI EUROPE a investi des moyens substantiels (humains, techniques et financiers) dans la constitution, la vérification, la présentation et la mise à jour de cette base de données.

Toute extraction ou réutilisation non autorisée, même partielle, de la base de données constitue une contrefaçon et une violation du droit sui generis.

7.4 Données personnelles des traducteurs

Les informations des traducteurs assermentés sont des données à caractère professionnel issues de sources publiques. Leur traitement et utilisation sont strictement encadrés par :

- Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD - UE 2016/679)
- La Loi Informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée
- Les dispositions relatives à la réutilisation des données publiques

---

8. SANCTIONS EN CAS DE VIOLATION

8.1 Sanctions immédiates

En cas de non-respect des présentes CGU, le Site se réserve le droit de :

- Suspendre ou bloquer immédiatement l'accès de l'Utilisateur
- Bloquer l'adresse IP de l'Utilisateur
- Supprimer le compte de l'Utilisateur le cas échéant
- Refuser définitivement tout accès futur

8.2 Actions légales

Toute violation des présentes CGU expose l'Utilisateur à des **poursuites judiciaires**, notamment :

Sur le plan civil :

- Action en contrefaçon du droit sui generis (articles L. 343-1 et suivants du CPI)
- Dommages et intérêts pour préjudice commercial
- Réparation du préjudice moral et financier

Sur le plan pénal :

- Délit d'atteinte à un système de traitement automatisé de données (articles 323-1 et suivants du Code pénal) : jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende
- Contrefaçon : jusqu'à 3 ans d'emprisonnement et 300 000 € d'amende
- Vol de données : sanctions pénales applicables

8.3 Préjudice quantifiable

Le Site se réserve le droit de réclamer :

- Réparation intégrale du préjudice commercial
- Remboursement des frais d'investigation technique
- Dommages et intérêts punitifs
- Publication du jugement aux frais du contrevenant

---

9. SURVEILLANCE ET DÉTECTION

9.1 Moyens de détection

Le Site utilise des outils de surveillance avancés pour détecter :

- Les comportements suspects ou anormaux
- Les tentatives d'extraction massive
- L'utilisation de bots, scrapers ou IA
- Les accès répétés et automatisés

9.2 Conservation des preuves

En cas de violation suspectée, le Site conserve :

- Les logs de connexion et d'accès
- Les adresses IP
- Les traces techniques de l'extraction
- Toute preuve nécessaire aux poursuites

Ces éléments pourront être transmis aux autorités compétentes.

---

10. SIGNALEMENT DE VIOLATIONS

Toute personne ayant connaissance d'une utilisation abusive des Données du Site est invitée à la signaler à l'adresse : [EMAIL DE CONTACT]

Le Site s'engage à traiter rapidement tout signalement et à prendre les mesures appropriées.

---

11. RESPONSABILITÉ

10.1 Exactitude des données

Le Site réutilise les données publiques mises à disposition par le **Ministère de la Justice**.

TTI EUROPE s'efforce de :

- Maintenir les informations à jour par synchronisation régulière avec la source officielle
- Présenter les données de manière fidèle et sans altération
- Signaler clairement la source des données

Toutefois, **TTI EUROPE** ne peut garantir :

- L'exhaustivité absolue des données (retards de mise à jour possibles)
- L'exactitude à 100% des informations (erreurs éventuelles dans la source)
- La disponibilité permanente des données (dépendance de la source officielle)

Le Ministère de la Justice demeure seul responsable de l'exactitude et de l'actualité des données sources.

10.2 Limitation de responsabilité de TTI EUROPE

TTI EUROPE ne saurait être tenu responsable :

- Des erreurs ou omissions présentes dans les données sources du Ministère de la Justice
- Des retards de mise à jour des données officielles
- De l'utilisation faite des coordonnées par l'Utilisateur
- De la qualité des services fournis par les traducteurs assermentés

- Des litiges entre Utilisateurs et traducteurs
- Des préjudices directs ou indirects résultant de l'utilisation du Site
- Des interruptions temporaires du service pour maintenance

10.3 Responsabilité de l'Utilisateur

L'Utilisateur est seul responsable :

- De l'utilisation qu'il fait des informations consultées
- Du respect des présentes CGU
- Des dommages causés par une violation des interdictions énoncées
- De la vérification des informations auprès des traducteurs contactés

---

12. DONNÉES PERSONNELLES ET RGPD

12.1 Collecte de données utilisateurs

Le Site peut collecter des données de navigation (cookies, logs) pour améliorer le service et détecter les abus. Ces traitements sont conformes au RGPD.

Pour plus d'informations, consulter notre [Politique de Confidentialité].

12.2 Droits des traducteurs listés

Les traducteurs assermentés disposent d'un droit d'accès, de rectification et de suppression de leurs données. Contact : [info@tti-network.com].

---

13. MODIFICATIONS DES CGU

Le Site se réserve le droit de modifier à tout moment les présentes CGU. Les modifications entrent en vigueur dès leur publication sur le Site.

L'utilisation continue du Site après modification vaut acceptation des nouvelles CGU.

---

14. LOI APPLICABLE ET JURIDICTION

13.1 Droit applicable

Les présentes CGU sont régies par le **droit luxembourgeois** pour ce qui concerne les relations contractuelles avec TTI EUROPE SA.

Les questions relatives à la **propriété intellectuelle du Site** (architecture, code source, SEO) sont régies par le droit luxembourgeois et le droit européen applicable.

Les questions relatives aux **données des traducteurs** et à leur réutilisation sont régies par le **droit français** (loi CADA, loi pour une République numérique).

13.2 Compétence juridictionnelle

Pour les litiges relatifs au Site, à son architecture ou à son code source :

- Compétence exclusive des tribunaux du **Grand-Duché de Luxembourg**
- Siège de TTI EUROPE SA : L-1611 Luxembourg

Pour les litiges relatifs à l'utilisation des données des traducteurs :

- Après tentative de résolution amiable
- Compétence des tribunaux français
- Pour professionnels : Tribunal de Commerce compétent
- Pour consommateurs : Tribunaux du lieu de domicile du défendeur

14.3 Droit de la propriété intellectuelle applicable

Toute violation des droits de propriété intellectuelle de TTI EUROPE SA relève de :

- La législation luxembourgeoise sur la propriété intellectuelle
- La Directive européenne 2009/24/CE sur la protection juridique des programmes d'ordinateur
- Le Code de la propriété intellectuelle français (pour actions en France)

---

15. CONTACT

Pour toute question relative aux présentes CGU, au fonctionnement du Site ou à son utilisation :

TTI EUROPE SA
13 avenue de la Gare
L-1611 Luxembourg
Grand-Duché de Luxembourg

Email : [info@tti-network.com]
Téléphone : [00 352 661 419 419]

Pour les questions relatives aux données des traducteurs assermentés :
Source officielle : Ministère de la Justice
[Lien vers le site du Ministère de la Justice]

Pour signaler un abus ou une violation des CGU :
Email dédié : [EMAIL ABUS]

---

16. ACCEPTATION

En cochant la case "J'accepte les Conditions Générales d'Utilisation" et/ou en utilisant le Site, l'Utilisateur reconnaît avoir lu, compris et accepté l'intégralité des présentes CGU sans réserve.

Date d'acceptation : [TIMESTAMP]

© [ANNÉE] - TTI EUROPE SA - Tous droits réservés

Source des données : Ministère de la Justice - République Française
Licence de réutilisation : Licence Ouverte / Open Licence (Etalab)

Ces CGU ont été élaborées conformément au droit luxembourgeois, au droit français et aux réglementations européennes en vigueur (RGPD, Directive sur les programmes d'ordinateur, Code de la propriété intellectuelle français, Loi CADA n°78-753 du 17 juillet 1978, Loi pour une République numérique n°2016-1321).

Note importante : La loi applicable à la réutilisation des données publiques est la **loi n°78-753 du 17 juillet 1978** (loi CADA) modifiée par la loi pour une République numérique de 2016, et non la loi de 1975 initialement évoquée.